



FRONT DES INDIGNÉS DU GABON

CONFERENCE DE PRESSE DU 9 OCTOBRE 2013 A LIBREVILLE

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Chers amis partisans de l'alternance pour le vrai changement et le progrès,

Mesdames et Messieurs,

Le Forum des Indignés du Gabon qui s'est tenu du 13 au 16 juin de cette année, s'est penché, une fois de plus, sur les calamités politiques et institutionnelles qui minent le progrès de notre pays et entravent la souveraineté du citoyen gabonais dans sa très grande majorité.

Forts de ces constats et après une analyse objective et autocritique des faiblesses du mouvement revendicatif, la nécessité d'expérimenter de nouvelles formes de lutte s'est imposée à nous.

Le Front des Indignés du Gabon compte des associations, des ONG, des acteurs politiques et des compatriotes engagés dans la lutte anti-corruption, convaincus que la corruption est un frein au développement et à la justice, et donc source de frustrations et de conflits. Sur ce point, nous ne sommes pas dupes de la tentative d'instrumentalisation de Transparency International par le gouvernement pour cautionner l'image d'un Gabon propre dont la gouvernance exemplaire serait propice aux investissements étrangers.

Nous avons, en notre sein, des syndicats et des compatriotes engagés contre le sabotage délibéré de notre système éducatif, conscients qu'une des stratégies de notre régime pour se maintenir au pouvoir est de bloquer l'ascenseur social qu'est l'école républicaine, de maintenir le peuple dans l'obscurantisme pour mieux l'asservir, en perpétuant une seule et même caste minoritaire au pouvoir. C'est ainsi que, pour contenir les revendications des étudiants qui veulent mettre fin à la dégradation organisée de l'enseignement supérieur, une fois de plus, à l'heure où nous parlons, les militaires occupent le campus de l'Université Omar Bongo.

C'est pourquoi le Front des Indignés du Gabon a également accueilli des syndicats et compatriotes, agents de la RTG qui manifestent depuis quelques semaines, contre la confiscation du service public de communication par le gouvernement, l'abêtissement délibéré de la production audiovisuelle locale et la prolétarianisation volontaire des communicateurs, pris en otage par le chantage à l'emploi et/ou à la promotion.

Ont également rejoint le Front des Indignés, des syndicats, des hommes et des femmes mobilisés contre la dégradation méthodique du plateau sanitaire national. Afin de passer par pertes et profits le détournement scandaleux des 50 milliards de FCFA dépensés pour la réhabilitation des hôpitaux de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, le gouvernement n'a pas hésité à procéder à leur destruction. Sous prétexte de les reverser dans le secteur public, il a criminellement détruit la Fondation Jeanne

Ebori et licencié des centaines de Gabonaises et de Gabonais, dont d'éminents spécialistes. Dans le même temps, le plateau technique du secteur public de santé poursuit sa dégradation légendaire.

Ont également rejoint le Front des Indignés, des Gabonaises et des Gabonais jaloux de leur souveraineté qui revendiquent la restitution de la terre de nos ancêtres accaparés par la colonisation et qu'après plus de cinquante ans d'indépendance, l'Etat ne veut pas nous restituer. En effet, nos villages, nos terres, nos forêts ne nous appartiennent toujours pas. Après avoir appartenu au colonisateur, elles appartiennent à l'Etat PDG qui peut les vendre dans l'opacité à des multinationales sans que nous ayons à redire. C'est pourquoi une mobilisation s'est organisée contre le déni de notre souveraineté qui pourrait s'aggraver avec l'ouverture des frontières en janvier 2014. Cette inquiétude est justifiée par l'ostracisme dont sont sujets les Gabonais et la place qu'occupent des migrants – souvent de fraîche date- dans les plus hautes sphères de décision de notre pays. Devant l'impopularité du régime, le risque est grand que ce dernier utilise ces migrants pour recomposer la démographie nationale, notamment sur le plan électoral, au risque certain de donner lieu à de graves conflits intérieurs.

Enfin, dès sa création, le Front des Indignés du Gabon a exprimé sa révolte face à la recrudescence et la banalisation des sacrifices humains depuis l'accession controversée d'Ali Bongo au pouvoir.

Dès sa création, également, le Front des Indignés du Gabon a accueilli, en son sein, des compatriotes dont les droits sont bafoués. Il s'agit, en particulier, du droit à l'emploi et du droit au salaire. En effet, le délit d'opinion est ce qui est le plus réprimé dans notre pays. Ce délit d'opinion procède d'une conception aussi bien stalinienne que villageoise du pouvoir et de l'Etat selon laquelle l'Etat, c'est le chef de l'Etat. Etre en désaccord avec la politique du chef de l'Etat, c'est déstabiliser l'Etat. Ce qui justifie que l'Etat ne donne plus son emploi, son salaire, sa pension de retraite...

Pour toutes ces raisons, Mesdames et Messieurs, nous vous informons que le Front des Indignés du Gabon a décidé de se constituer partie civile contre l'Etat pour incitation à la révolte. En attendant, conformément à l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui proclame le « droit de résistance à l'oppression » comme un droit fondamental et inaliénable, nous nous engageons officiellement et dès aujourd'hui, dans un processus de désobéissance civile.

Dans une première phase de cette campagne, les compatriotes dont le degré d'indignation le permet vont, dès cet instant, refuser de présenter leurs papiers d'identité à l'Etat militaro-policié. Et puisque c'est sa seule réponse aux justes revendications des citoyens, nous, les désobéissants, préférons aller en prison ou nous faire molester par les forces de répression que de montrer nos papiers à un Etat qui ne nous reconnaît pas comme des citoyens jouissant de leurs droits et libertés.

Nous attendons beaucoup de la justice gabonaise, car d'elle dépendront nos actions futures. En effet, nous ne considérerons pas que nous violons la loi lorsque c'est la loi qui nous viole.